



**PRÉFET
DE LA MANCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Normandie**

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 bis rue de la Libération
BP 70271
50001 Saint-lô Cedex

Saint-lô, le 15/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCE PROPR HYGIENE ETUD RECYCL ENVIRONNEM

22 rue des Grèves
50300 Avranches

Références : 2026 - 190
Code AIOT : 0003900589

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2026 dans l'établissement SCE PROPR HYGIENE ETUD RECYCL ENVIRONNEM implanté Grandchamp 50220 Ducey-les Chéris. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du suivi de la post-exploitation du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCE PROPR HYGIENE ETUD RECYCL ENVIRONNEM
- Grandchamp 50220 Ducey-les Chéris
- Code AIOT : 0003900589
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SPHERE exploite un casier de stockage de déchets de plâtre autorisé par arrêté préfectoral du 21/08/2017.

L'absence de barrière de sécurité active au fond du casier et le risque de pollution des eaux souterraines ont conduit à cesser l'exploitation du casier fin 2021. Les travaux de mise en place de la couverture étanche définitive ont été réalisés en 2023. Le site est donc en phase de post-exploitation au sens de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Changement d'exploitant	Code de l'environnement du 10/04/2026, article R. 516-1	Demande d'action corrective, Prescriptions complémentaires	1 mois
2	Programme de suivi en post-exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 50	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Suivi de la post-exploitation	Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 29	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le changement d'exploitant au profit de la SPHERE doit être acté par voie d'arrêté préfectoral complémentaire. Un projet d'arrêté préfectoral est joint au présent rapport. Il vise également à actualiser le montant des garanties financières et à acter la date de passage en phase de post-exploitation du casier de stockage. L'exploitant dispose d'un délai de 15 jours pour faire part de ses observations sur ce projet d'arrêté.

Un bilan consolidé des données de la surveillance des eaux souterraines est attendu afin d'évaluer l'impact en sulfates en aval du site et la suffisance du programme de surveillance tel que défini actuellement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Changement d'exploitant

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/04/2026, article R. 516-1
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article R. 516-1 Version en vigueur depuis le 08 juillet 2024</p> <p>Modifié par Décret n°2024-742 du 6 juillet 2024 - art. 57 Les installations dont la mise en activité est subordonnée à l'existence de garanties financières et dont le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale sont :</p> <p>1° Les installations de stockage des déchets, à l'exclusion des installations de stockage de déchets inertes ; 2° Les carrières ; 3° Les installations figurant sur la liste prévue à l'article L. 515-36 ; 4° Les sites de stockage géologique de dioxyde de carbone.</p> <p>Sont exemptées des obligations de constitution de garanties financières les installations classées mentionnées aux 1°, 2°, 3° et 4° qui sont exploitées directement par l'Etat ou qui bénéficient d'une garantie financière de la part de l'Etat leur permettant d'effectuer les opérations visées au deuxième alinéa de l'article L. 516-1.</p> <p>La demande d'autorisation de changement d'exploitant, à laquelle sont annexés les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant et la constitution de garanties financières est adressée au préfet.</p> <p>Cette demande est instruite dans les formes prévues aux articles R. 181-45 et R. 512-46-22.</p> <p>Pour les installations mentionnées aux 1° et 2° l'avis de la commission consultative départementale compétente n'est pas requis. A défaut de notification d'une décision expresse dans un délai de trois mois, le silence gardé par le préfet vaut autorisation de changement d'exploitant.</p> <p>Pour les installations mentionnées aux 3° et 4°, à défaut de notification d'une décision expresse dans un délai de trois mois, le silence gardé par le préfet vaut refus de l'autorisation de changement d'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 11 février 2025, la société SPHERE informe avoir racheté la société VALOR SERVICES le 30 mai 2023 et informe du changement d'exploitant des installations anciennement exploitées par VALOR SERVICES, à savoir le casier de stockage de déchets de plâtre à Ducey et le centre de tri de Ducey.</p> <p>Les installations de stockage de déchets étant soumises à garanties financières, le changement d'exploitant et l'actualisation du montant des garanties financières doivent être actés par voie d'arrêté préfectoral. Un projet d'arrêté préfectoral est joint en ce sens.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre une actualisation du montant des garanties financières en application de l'article 5.5 de l'arrêté préfectoral du 21 août 2017.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Prescriptions complémentaires

N° 2 : Programme de suivi en post-exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 50

Thème(s) : Risques chroniques, Programme de suivi en post-exploitation

Prescription contrôlée :

I. Le programme de suivi post-exploitation mentionné à l'article 37 est adapté pour les casiers mono-déchets. Ce programme permet le respect des obligations suivantes :

- la clôture et la végétation présentes sur le site sont maintenues et entretenues ;
- le cas échéant l'article 22 concernant le contrôle des équipements de collecte et de traitement des lixiviats s'applique jusqu'au passage en gestion passive des lixiviats ;
- les articles 23, 24 et 25 (hors capacités d'accueil de déchets disponibles restantes) concernant respectivement la surveillance des rejets dans le milieu, la surveillance de la qualité des eaux souterraines et le relevé topographique s'appliquent durant toute la période ; [...]

Constats :

1 / Clôture

Dans sa partie ouest, le site est séparé de la route par un talus surmonté d'arbres et de végétaux. Au nord et à l'est, une clôture sépare le site des parcelles agricoles voisines. Au sud, la société SPHERE a installé quelques barrières pour matérialiser la limite de propriété, la parcelle voisine appartenant à l'exploitant de la carrière attenante. Il n'a pas été constaté d'extension des activités du carrier voisin sur le site.

L'accès aux installations est restreint par une barrière fermée à clef avec affichage et le site n'est pas accessible au public. Toutefois, aucun affichage interdisant l'accès au casier et à ses installations associées n'est présent sur les barrières installées.

Dans son courrier du 3 janvier 2024, la SPHERE indique prévoir un accès sur le terrain directement depuis la route d'accès sans passer par les terrains voisins. Cet aménagement n'a pas été réalisé.

2 / Végétation

Il a été relevé la présence de nombreux genêts au droit de la couverture du casier de stockage, pouvant conduire à une dégradation de la couverture.

Par ailleurs, des débris de végétaux obstruent le réseau de collecte des eaux de ruissellement.

3 / Plan topographique

Le dernier plan topographique date du 31 janvier 2024. Le plan communiqué ne permet pas d'évaluer les tassements opérés depuis la mise en place de la couverture définitive.

4 / Surveillance des eaux souterraines

La protection des piézomètres a été réalisée suite aux constats faits lors de l'inspection de novembre 2023. La dernière campagne de surveillance des eaux souterraines date du 26 novembre 2025, la campagne de juin 2025 n'ayant pas pu être réalisée en raison de l'inaccessibilité des ouvrages.

L'exploitation des résultats de la surveillance des eaux souterraines met en évidence :

- un impact en sulfates en aval hydraulique du site, qui semble s'atténuer depuis la mise en place de la couverture définitive,
 - des confusions dans la numérotation des ouvrages d'un rapport de surveillance ou d'un plan à un autre,
 - le piézomètre à l'est du site (amont) étant à sec, un nouvel ouvrage a été créé juste à côté qui semble à sec une partie de l'année. L'ouvrage inutilisé devra être rebouché dans les règles de l'art.
- Il ressort de ces éléments précédents la nécessité de transmettre un bilan des résultats de la

surveillance comprenant l'ensemble des éléments d'appréciation nécessaires (coupe des ouvrages, dates de création des ouvrages, consolidation des données acquises, suivi de tendance, piézométrie, incidence du forage du casier voisin sur la piézométrie, etc.). Ce bilan devra permettre d'évaluer le caractère localisé de l'impact en sulfates en aval du site et évaluer la nécessité d'élargir le programme de surveillance aux plans d'eau situés à l'ouest du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : 1 / <u>Clôture</u> L'exploitant doit renforcer la clôture en partie sud du site. 2 / <u>Végétation</u> L'exploitant doit entretenir la couverture du casier de stockage afin d'éviter l'installation d'une végétation susceptible de porter atteinte à l'étanchéité de la couverture. Il doit également prévoir l'entretien régulier du réseau de collecte des eaux de ruissellement et assurer l'accessibilité aux piézomètres. 3 / <u>Plan topographique</u> L'exploitant doit procéder à un relevé topographique annuel permettant d'apprécier l'évolution des tassements différentiels de la couverture. 4 / <u>Surveillance des eaux souterraines</u> L'exploitant doit procéder à un bilan consolidé des données de surveillance afin d'évaluer l'impact en sulfates et la suffisance du programme de surveillance tel que défini actuellement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Suivi de la post-exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 29
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de la post-exploitation
Prescription contrôlée : Pour toute partie couverte, un programme de suivi est prévu pour une période de 10 ans. A l'issue de ce programme l'exploitant adresse au préfet un mémoire sur l'état du site accompagné d'une synthèse des mesures effectuées depuis la mise en place de la couverture finale. Sur la base de ces documents, l'inspection des installations classées peut proposer une prorogation et une modification du programme de suivi, qui fera l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire.
Constats : L'exploitant a indiqué étudier la mise en place de panneaux photovoltaïques au droit du site. L'installation de panneaux photovoltaïques n'est pas incompatible mais appelle les points de vigilance suivants : - il convient de démontrer que l'installation de panneaux ne constituera pas un obstacle à la fin de la période de post-exploitation et de suivi des milieux (articles 37 et 38 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016), - les panneaux et installations associées ne doivent pas nuire à l'intégrité de la couverture (tassements, pas de creusements, etc.) y compris en phase d'installation, ni à la bonne gestion des

<p>eaux de ruissellement,</p> <p>- les servitudes d'utilité publique proposées en mars 2022 doivent prévoir cet usage.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Si un projet d'installation de panneaux photovoltaïques est envisagé avant la fin de la période de post-exploitation ou de suivi des milieux le cas échéant, c'est-à-dire lorsque les installations relèvent encore du régime des ICPE, un dossier de modification des installations est à déposer en parallèle du dossier de permis de construire.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>